

Les objectifs du développement durable sont une chance

L'Agenda 2030 de l'ONU mise sur le secteur privé pour relever les défis sociaux. Une collaboration fructueuse entre les États, la société civile et les entreprises encourage la recherche commune de solutions et crée des opportunités pour les individus, l'environnement et l'économie.

En sortant de la confrontation pour encourager la coopération, la communauté internationale reconnaît le rôle décisif, à l'international, des entreprises en matière de développement et de prospérité. Celles-ci ne sont plus considérées uniquement comme faisant partie du problème, mais de plus en plus comme faisant partie de la solution. Leur engagement multiple est reconnu et elles sont encouragées à exploiter des possibilités dans leur cœur de métier et à développer des technologies contribuant concrètement à un monde meilleur – que ce soit en minimisant l'impact négatif de leurs activités ou en renforçant leur impact positif sur les individus et l'environnement. Dans ce contexte, la coopération est décisive. Ainsi, Novartis, met en avant sa recherche active de partenariats pour atteindre, efficacement, les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, soins de santé universels compris.

Les ODD tiennent compte non seulement des dimensions sociales et environnementales, mais également de la dimension économique du développement durable. Car seules des entreprises compétitives sont en mesure d'assumer une responsabilité sociale à long terme. Avec cette définition large du développement durable, l'Agenda 2030 repose sur la conviction qu'il n'est pas possible de créer un monde meilleur sans des solutions entrepreneuriales. Cela n'est guère étonnant au vu des 5 à 7 milliards de dollars US d'investissements annuels nécessaires, selon les estimations de l'ONU. Ces chiffres mettent en évidence le fait que le succès de l'Agenda 2030 dépend dans une large mesure de la coopération de tous les acteurs. Des coopérations entre des États, la société civile, la recherche et des entreprises donneront naissance à de nouvelles dynamiques pour créer des situations gagnant-gagnant et une plus-value pour les entreprises et la société.

Le rôle du secteur privé ayant été reconnu, les milieux économiques ont pu collaborer à l'élaboration de l'Agenda 2030 et faire valoir des points importants. Ce faisant, ils soutiennent ce programme. Aux yeux des entreprises, son noyau, en l'occurrence les 17 objectifs de développement durable, permettent d'orienter les travaux et traduisent une vision commune. La Chambre de commerce

internationale (ICC), qui a également collaboré à l'élaboration du concept et soutient la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au sein de l'économie, accompagne les activités concrètes des milieux économiques. economiesuisse assure le secrétariat d'ICC Switzerland. Le «SDG Business Forum» organisé par ICC en juillet a réuni des représentants d'entreprises, de l'ONU, d'organisations internationales et d'États de premier plan. Des entreprises suisses se sont également exprimées dans ce cadre. Nestlé, a ainsi souligné qu'une agriculture durable, la sécurité alimentaire et l'alimentation sont le point de départ pour améliorer les conditions de vie au niveau mondial.

Le soutien des milieux économiques à l'Agenda 2030 n'est pas un chèque en blanc pour de nouvelles réglementations ou autres formes d'activisme étatique. Pour les milieux économiques, la priorité va aux mesures qui misent sur des solutions entrepreneuriales et sur la coopération volontaire. Il convient ainsi d'encourager des coopérations entre États, ONG et entreprises qui permettent le transfert de connaissances. L'initiative «Better work» dans le domaine de l'industrie textile en constitue un exemple. La Confédération cofinance cette initiative qui améliore les conditions de travail et l'égalité homme-femme, accroît les capacités de production et encourage une amélioration des conditions de vie pour des millions d'individus, de travailleurs et leurs familles. Une analyse d'impact atteste que les usines participantes affichent une rentabilité jusqu'à 25% supérieure.

Deux autres éléments sont indispensables pour que l'Agenda 2030 porte ses fruits: d'une part, des conditions-cadres attrayantes, des marchés ouverts et la sécurité juridique pour pouvoir développer, produire et commercialiser à l'échelle mondiale de nouveaux produits et services. D'autre part, la confiance est indispensable pour un dialogue constructif sur des points de désaccord et des défis. Pour un dirigeant d'entreprise, toute décision doit assurer un équilibre entre des aspects économiques, sociaux et environnementaux. Les objectifs contradictoires sont nombreux, surtout dans les pays en développement et les pays émergents dotés d'infrastructures étatiques faibles. Afin de améliorer concrètement, le plus rapidement possible, la vie des individus et l'environnement, sur le terrain, il faut un débat constant et ouvert et éviter une judiciarisation telle que celle prévue par l'initiative sur les multinationales par exemple.

L'un dans l'autre, l'Agenda 2030 est avant tout une opportunité pour les entreprises. Car l'économie et le développement durable ne sont pas antinomiques. Le développement durable constitue le fondement de l'action entrepreneuriale, car c'est le seul moyen de garantir le succès économique à long terme. Par leur engagement, les entreprises contribuent déjà de diverses manières à la résolution de défis sociaux. Elles s'engagent à l'interne (formation, par exemple), sur le terrain (investissements), tout au long de la chaîne de valeur (demandes faites aux fournisseurs) et sur le marché, en développant des produits durables. Au final, cela est dans leur propre intérêt: car là où la pauvreté recule, les marchés se développent, là où des facteurs environnementaux sont intégrés, des entreprises peuvent être actives à long terme.